MANIFESTE

DU PAIN ET DES ROSES

du Pain & des Roses

MANIFESTE
DU PAIN ET DES ROSES





QUI SOMMES-NOUS ?

Du pain et des roses est un collectif qui regroupe des femmes et des personnes LGBTI, étudiantes et travailleuses – avec ou sans emploi – d'origine française et immigrée.

À partir de 2015, une nouvelle vague féministe a déferlé à l'international avec des mobilisations et des manifestations massives de jeunes femmes en lutte pour obtenir l'égalité dans la vie, contre les violences sociales et sexistes, et pour le droit à l'avortement. Nous sommes intervenues dans celles qui se sont développées en Argentine, au Mexique, aux États-Unis, dans l'État espagnol et dans bien d'autres pays. Au même moment, les femmes ont été en première ligne des mobilisations massives qui ont secoué différents pays de la planète, de l'Iran au Chili, en passant par l'Algérie, le Myanmar ou le mouvement Black Lives Matter aux États-Unis. En France, du mouvement des Gilets jaunes à la bataille des retraites, les femmes ont également joué un rôle central.

Du pain et des roses est né en France en 2017. L'acte fondateur de notre collectif a été le soutien et la participation au combat des grévistes de l'entreprise de nettoyage H. Reinier-Onet, sous-traitante de la SNCF. Cette grève de 45 jours, menée par des femmes et des hommes immigrés, a été une victoire éclatante. Depuis, nous avons également soutenu la grève des travailleuses du ménage de l'hôtel Hyatt Vendôme, puis les travailleuses d'Onela, une entreprise d'aide à la personne. Autant de secteurs qui emploient majoritairement des femmes racisées, dont l'exploitation se mêle au racisme et au mépris de classe du patronat.

Nous avons aussi cherché à dénoncer les méthodes patronales de gestion des VSS à Chronodrive, une filiale du groupe Auchan,





Meeting « Féministes et antiracistes contre la réforme des retraites » le 22 février 2023 à l'université Paris 8.

à la SNCF et à la RATP, ou à tisser des liens et à nous organiser avec les femmes précaires jouant un rôle de premier plan dans la mobilisation des Gilets jaunes, qui a fait trembler le pouvoir en place et le gouvernement Macron.

Notre collectif accorde une place importante à la jeunesse, qui se bat contre toutes formes d'oppression aux côtés des travailleuses et des travailleurs. Pour entraîner les secteurs féminisés et racisés dans la bataille contre la réforme des retraites, nous avons organisé un grand meeting « Féministes et antiracistes contre la réforme des retraites » le 22 février 2023 à l'université Paris 8 avec des militantes de Du pain et des roses et la comédienne Adèle Haenel. Aux côtés du Poing levé, nous avons aussi obtenu la banalisation de la journée du 8 mars 2024, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, à l'université de Paris 8 et à Paris 1.

Dans un contexte international marqué par une aggravation des tensions géopolitiques, commerciales et militaires, l'extrême droite se structure et cherche à proposer une issue réactionnaire pour la classe ouvrière, menaçant les droits des personnes immigrées, des femmes et des personnes LGBTI. Dans cette situation, il y a une urgence à reconstruire un féminisme résolument révolutionnaire et internationaliste, qui lutte pour les droits des femmes et des personnes LGBTI dans une perspective révolutionnaire dans le mouvement féministe et LGBTI, dans les universités et dans le monde du travail, notamment dans les organisations syndicales.

C'est pour donner une première réponse dans la rue que nous avons impulsé, en juin 2022, des rassemblements pour répondre à la suppression de l'arrêt Roe v. Wade qui dépénalisait le droit à l'avortement aux États-Unis, des rassemblements dans toute la France le 5 mai 2024 contre les attaques transphobes venant des Républicains et de l'extrême droite avec la complicité du gouvernement Macron, et des cortèges féministes et LGBTI pour la libération de la Palestine dans le cadre du génocide en cours.

« Du pain et des roses », « *Pan y rosas* », « *Pão e rosas* », « *Brot und rosen* », « *Bread and roses* »... Ce slogan, devenu international, est né au cours de la grève menée par les ouvrières du textile de Lawrence, aux États-Unis, en 1912. Elles se battaient pour de meilleures conditions de travail et contre les bas salaires (le pain) ; mais aussi pour le droit à la liberté et à une vie digne (les roses). C'est cette tradition que nous revendiquons, en choisissant ce nom pour le collectif international Pan y rosas présent aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique et d'Europe : Allemagne, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, État espagnol, États-Unis, France, Mexique, Uruguay et Venezuela. Nous, femmes et personnes LGBTI du collectif Du pain et des roses – Révolution permanente en France, faisons partie intégrante de ce collectif féministe international lutte des classes, internationaliste, communiste et révolutionnaire.

DU PAIN ET DES ROSES : UN COLLECTIF FÉMINISTE, INTERNATIONALISTE, COMMUNISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

S'organiser avec Du pain et des roses, c'est comprendre que le combat contre l'oppression des femmes et des personnes LGBTI devra nécessairement passer par une lutte acharnée contre le système capitaliste et l'ensemble des divisions qui le renforcent. C'est pourquoi nous nous ancrons dans une perspective résolument antiraciste et anti-impérialiste.

Le nom de notre collectif rappelle que, contrairement à la pratique des organisations staliniennes, le mouvement ouvrier révolutionnaire ne s'est jamais limité aux questions économiques et syndicales (le pain). Dans la société d'aujourd'hui, nous nous battons pour l'égalité salariale entre hommes et femmes, mais aussi pour le droit « aux roses » : pour le droit de vivre librement, de se marier et d'avoir des enfants seulement si nous le voulons ; pour en finir avec le machisme et les violences faites aux femmes et aux personnes LGBTI ; mais aussi pour le droit à disposer de notre corps, à s'habiller comme nous le souhaitons, à l'éducation et l'accès à la culture pour toutes. À la différence d'autres courants qui se revendiquent révolutionnaires, nous ne considérons pas que la lutte pour nos droits doive être repoussée pour « après la révolution » ou « après la prise du pouvoir », comme l'a soutenu pendant longtemps le Parti communiste français.

Nous soutenons que tout en luttant pour un système où n'existent ni l'exploitation ni l'oppression, il est de notre devoir d'impulser des luttes de femmes pour les meilleures conditions de vie possibles à l'intérieur même de ce système capitaliste et patriarcal, ainsi que pour les droits démocratiques les plus élémentaires. Nous sommes en désaccord avec ceux qui soutiennent que l'organisation indépendante des femmes dans la lutte pour leurs droits « menace » l'unité de la classe ouvrière.

Au contraire, nous considérons que lorsqu'une femme est humiliée, violentée ou discriminée par ses frères de classe, la classe ouvrière est fortement fragilisée. Mais quand les femmes travailleuses prennent en main la lutte pour leurs droits, la classe ouvrière en sort renforcée pour s'opposer aux exploiteurs, qui tâchent de nous diviser à coups de préjugés misogynes, sexistes, homophobes, transphobes mais aussi xénophobes, racistes et nationalistes qui divisent notre classe.

Nous luttons pour l'organisation des femmes et des personnes LGBTI, afin de reprendre notre destin en main et livrer cette bataille, non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour l'ensemble de notre classe et pour libérer l'humanité de toute forme d'oppression et d'exploitation. Car nous sommes intimement convaincues que l'émancipation des femmes ne sera pas possible sans remise en cause du système d'exploitation dans lequel nous vivons, qui donne aux classes dominantes le pouvoir de décider de nos vies.

Nous voulons participer à forger une alliance dans la lutte. Une alliance entre les femmes travailleuses – avec ou sans emploi – et les étudiantes qui se révoltent contre cette société qui cherche à nous imposer son ordre moral. Une alliance avec également l'ensemble de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation face aux oppressions, qu'elles soient en raison de la couleur de peau, de la sexualité, du genre, de l'origine.

Une alliance portée par toutes celles et ceux qui produisent l'ensemble de la richesse de la société et qui seraient en capacité de porter un coup fatal au système capitaliste et patriarcal ; pour reconstruire une société sur des bases nouvelles. Une société où les décisions ne seront pas prises par une infime minorité contre les intérêts de l'énorme majorité de l'humanité.

Du pain et des roses vise aussi à rappeler que l'émancipation ne peut être que collective, contre les idéologies qui veulent nous condamner à l'individualisme et à des actions de résistance isolées. Nous n'acceptons pas d'être les victimes impuissantes que ce système veut faire de nous. Comme le disait la communarde Louise Michel à la fin du XIXe siècle :



« *Gare pour le vieux monde le jour où les femmes diront : c'est assez comme cela ! Elles ne lâchent pas, elles ; en elles s'est réfugiée la force, elles ne sont pas usées. Gare aux femmes !* […] *Oui, gare aux femmes, quand elles se lèveront, écœurées devant tout ce qui se passe ! Ce jour-là ce sera fini, le monde nouveau commencera.* »

Nous, femmes et personnes LGBTI du collectif Du pain et des roses, nous nous battons pour ce monde nouveau, libéré de toutes les chaînes qui aujourd'hui emprisonnent l'humanité, et qui pèsent doublement sur les femmes. « *Dans tous les cas, la classe ouvrière a toujours dû prouver sa maturité pour la liberté politique par un soulèvement révolutionnaire de masse victorieux. Aujourd'hui, c'est au tour des femmes du prolétariat de rendre l'État capitaliste conscient de leur maturité* », écrivait Rosa Luxembourg en 1912. Nous partageons l'idée synthétisée par la socialiste Louise Kneeland en 1914, selon laquelle « *la personne qui est socialiste mais pas féministe manque d'ouverture, celle qui est féministe sans être socialiste manque de stratégie* ».

POURQUOI LUTTONS-NOUS ?

Nous présentons ici quelques points centraux de notre programme politique. Nous luttons pour développer des mouvements de lutte des femmes et des personnes LGBTI indépendants de l'État et des partis politiques qui défendent la préservation du système capitaliste. Il ne s'agit pas d'un programme électoral, mais d'un programme d'action, un programme de lutte, que nous nous proposons d'incarner dans chacun de nos combats.

NI UNA MENOS, PAS UNE DE MOINS ! CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Les violences faites aux femmes sont une réalité persistante à l'échelle mondiale, et ce malgré les conquêtes en matière de droits des femmes dans certains pays où existent le droit de divorcer, d'avoir un emploi, d'avorter, la reconnaissance du viol et du viol conjugal, ainsi que tout un arsenal juridique visant à dissuader et punir les auteurs de violences sexistes et sexuelles.

Les chiffres concernant les violences faites aux femmes restent ainsi élevés, particulièrement contre les filles et les jeunes femmes. Les violences sexuelles touchent une femme sur quatre dans le monde, et principalement les mineures. Chaque année en France, 83 000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol et seules 13 % d'entre elles portent plainte. Selon des chiffres officiels, ces dernières années, en moyenne, une femme est morte tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint en France.

Pour les Européennes âgées de 16 à 44 ans, les brutalités au sein du foyer sont la première cause de mortalité, devant les accidents de la route et le cancer, selon les études réalisées par la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes au Parlement européen. Cela

montre que les féminicides, c'est-à-dire le meurtre d'une femme pour le seul fait d'être une femme, s'ils ne sont pas reconnus par la loi en France, sont bien réels et sont la cause de la mort de nombre d'entre nous chaque année. En outre, les femmes lesbiennes et les personnes trans sont aussi l'objet de violences spécifiques. Les agressions des personnes LGBTI dans les espaces publics et dans la sphère privée sont monnaie courante. Dans son rapport 2023 sur les LGBTIphobies, SOS homophobie constate une augmentation de 35 % du nombre des actes transphobes recensés pour l'année 2022 par rapport aux deux années précédentes.

Dans la société actuelle, la voie judiciaire et pénale est la solution principale proposée par les partis politiques institutionnels. Pourtant, la voie pénale et la judiciarisation des VSS a semé l'illusion que les femmes devaient attendre de l'État et de ses institutions qu'ils les protègent. Or, la justice et la police sont intrinsèquement des institutions patriarcales et des outils conçus par l'État pour maintenir sa domination de classe. À Du pain et des roses, nous nous opposons à toutes les mesures politiques qui renforcent l'État répressif, raciste et policier à l'image de la loi contre le harcèlement de rue, ou de la proposition d'expulser du territoire les immigrés condamnés pour des VSS. Nous reprenons à notre compte un slogan féministe des années 1970 : « *ce n'est pas lui, ce n'était pas moi, c'est la société* », pour rappeler que les VSS sont avant tout le produit de la société capitaliste et patriarcale.

La brutalité extrême des féminicides, n'est que le dernier maillon, mortel, d'une longue chaîne de violences, qui trouvent leurs racines dans la société patriarcale et qui sont légitimées, reproduites et permises par l'État capitaliste et les institutions de son régime de domination. C'est pour cela que nous crions : « Stop aux violences contre les femmes ! *Ni una menos*, pas une de moins ! Nous voulons vivre ! »

Nous exigeons des refuges pour les victimes de violences avec des moyens et des professionnel·les qualifié·es. La précarité est très souvent la raison qui empêche les femmes victimes de violences de partir du foyer pour se protéger. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place des mesures élémentaires pour pallier cette précarité, telles que le maintien du salaire lors des licenciements économiques, des aides couvrant les dépenses alimentaires familiales pour les femmes sans emploi, un logement pour tou·tes, des crédits logements à taux zéro, un suivi médical et psychologiquement entièrement pris en charge, etc. Nous luttons aussi pour une éducation aux questions de genre et de sexualité entièrement élaborée par les travailleur·euses (de l'éducation, de la santé, des associations féministes…) dès le plus jeune âge, et pour tous les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

Notre détermination sera sans faille : s'ils touchent à une seule d'entre nous, nous nous organiserons par milliers ! C'est avec cette conviction que nous nous mobilisons chaque 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, en France et dans chaque pays où les camarades du collectif Du pain et des roses sont présent·es.

Place aux femmes travailleuses !

Les huit personnes les plus riches dans le monde possèdent autant que les 3,5 milliards des personnes les plus pauvres. Ces huit personnes sont des hommes tandis que parmi les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres, qui vivent avec moins de 2 euros par jour, 70 % sont des femmes.

L'augmentation de la féminisation de la force de travail, surtout dans les postes précaires, moins qualifiés, avec des bas salaires, amplifie les conditions d'oppression des femmes. Avec des salaires inférieurs à ceux des hommes, des conditions de travail très dures, nous, les femmes travailleuses, pour la plupart en dehors des organisations syndicales, constituons l'un des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière mondiale.

Ces conditions d'exploitation renforcent le harcèlement sexuel, sexiste et moral dont nous sommes victimes sur nos lieux de travail. Parce que



nous sommes des femmes, nous n'avons pas accès à certains postes ou au même déroulement de carrière que les hommes. La discrimination commence dès l'embauche. Les hommes doivent seulement attester de leurs compétences et expériences, tandis que nous, en tant que femmes, notre corps est instrumentalisé. Nous devons souvent dire que nous ne voulons pas d'enfants ou cacher leur existence, quand nous n'avons pas à nous soumettre aux pires humiliations qui vont des remarques sexistes, du harcèlement jusqu'à des agressions sexuelles. C'est cette imbrication criminelle entre le système d'exploitation capitaliste et le système d'oppression patriarcal qui fait que les femmes se retrouvent bien souvent dans des situations d'extrême précarité. C'est pour cela que nous disons que la précarité a le visage des femmes, et ce d'autant plus lorsqu'elles cumulent une double voire une triple oppression : exploitées en tant que travailleuses, opprimées en tant que femmes, voire en tant que femmes travailleuses racisées.

Ce n'est pas la même chose d'être une femme de la haute bourgeoisie, une femme travailleuse noire, une femme travailleuse mère célibataire ou encore une femme travailleuse noire et lesbienne. Les femmes noires, arabes, des peuples indigènes et d'autres origines, sont aussi les plus exploitées et les plus opprimées, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest comme dans leur propre pays. Les femmes lesbiennes et trans sont discriminées au travail, subissent les persécutions policières et institutionnelles et l'exclusion sociale, même si, dans certains pays, les lois contre les discriminations LGBTI-phobes avancent, comme avec le mariage pour tou·tes ou la reconnaissance du droit à effectuer une transition de genre. Mais cette fragile égalité devant la loi ne signifie pas l'égalité dans la vie.

C'est pour cela que nous luttons pour la fin du travail précaire. Pour un CDI et la titularisation de toutes les travailleuses et travailleurs : à travail égal, conditions, droits et salaires égaux ! Pour l'égalité dans le déroulement de carrière. Pour la répartition du travail entre toutes et tous pour en finir avec le chômage, et sans perte de salaire. Nous refusons que nos vies soient anéanties pendant que les patrons de grands groupes

comme Pouyanné de Total, Bernard Arnault et Vincent Bolloré ne cessent de s'enrichir. De l'argent, il y en a, et c'est grâce à notre travail !

Nous revendiquons la création de commissions de femmes dans tous les lieux de travail et organisations syndicales pour pouvoir s'auto-organiser et ainsi lutter plus facilement aux côtés de nos camarades hommes. Assez des discriminations !

SERVICES PUBLICS, CASSE DE LA SANTÉ, RESTRICTIONS DE L'ACCÈS À L'IVG, ATTAQUES CONTRE LES DROITS TRANS : NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !

Les femmes sont les premières victimes de la crise économique. Depuis 2008, nous voyons nombre de nos droits remis en question, à grands coups de cures d'austérité et de coupes budgétaires, et dans le cadre d'une offensive de l'extrême droite contre le droit à l'avortement et les droits des personnes trans à l'échelle internationale.

Depuis l'entrée en fonction de Donald Trump et la crise des relations transatlantiques, les gouvernements impérialistes ont lancé une course à la militarisation en Europe. Dans le monde entier, le réarmement militaire et la préparation à la guerre vont de pair avec un retour des politiques natalistes, des discours sur le « réarmement démographique » et sur la famille comme cellule de base de la société, et se traduisent par des attaques contre les droits reproductifs et les droits trans qui, sans résistances, vont s'intensifier.

Lorsque les services publics sont attaqués et démantelés, c'est la vie et la santé des travailleurs qui sont menacées, et tout particulièrement celles des femmes. D'une part, parce que les travailleurs de la santé et de l'éducation sont en grande partie des travailleuses : supprimer des emplois dans la fonction publique, avoir recours de plus en plus systéma-



tiquement à des contrats précaires ou à la sous-traitance, c'est s'attaquer directement aux conditions de vie et de travail des femmes.

D'autre part, parce que les gouvernements successifs ont fermé des plannings familiaux ou des centres IVG, menaçant directement le droit à l'avortement, à la contraception et aux transitions de genre. Si le gouvernement a, d'une main, permis la constitutionnalisation « de la liberté de recourir à l'IVG » en 2023, de l'autre, il poursuit ses politiques offensives de destruction des services publics. Ces vingt dernières années, l'accès aux soins a été aussi considérablement dégradé par la fermeture de plus de la moitié des maternités. Quand les gouvernements poursuivent la casse du système d'éducation et les fermetures de crèches, c'est sur les épaules des mères que repose une charge de travail toujours plus lourde, car ce sont encore elles qui s'occupent davantage des enfants que les pères. Enfin, dans la mesure où elles sont en moyenne plus pauvres que les hommes, la dégradation globale du système de soins signifie pour elles plus de difficultés à se soigner et à faire soigner leurs enfants. Que ce soit à la maison ou au travail, ce sont majoritairement les femmes qui assurent, de manière totalement invisibilisée, le travail de reproduction sociale, des tâches ménagères aux soins, en passant par l'éducation des enfants.

Alors que les patrons considèrent que nos enfants sont une « gêne » lorsque nous sommes mères, nous luttons pour que leur garde et leur éducation soient prises en charge intégralement par l'État. Sur les entreprises et sur nos lieux d'études, nous exigeons la gratuité des crèches et des écoles ! Nous sommes en première ligne du combat contre la destruction du service public et du système de santé. Nous nous battons pour la réouverture de centres IVG et d'hôpitaux à la hauteur des besoins et pour une éducation aux questions de genre et de sexualité de qualité ! Nous exigeons également la suppression de la double clause de conscience instaurée par la loi de 1975, arrachée par la lutte. Cette clause permet aux praticiens de refuser aux patientes le droit à l'IVG, sans aucune explication médicale, ou d'exercer des pressions cherchant à faire culpabiliser les femmes qui demandent l'application du droit à l'IVG. Nous exigeons le droit à la contraception et à l'avortement, sûr, gratuit et sans restriction !

En ce qui concerne les droits trans, la droite et l'extrême droite, à laquelle le gouvernement pave la voie, affirment que la transidentité serait une « maladie psychiatrique » et les personnes trans des « pervers sexuels », justifiant ainsi les thérapies de conversion, ou l'exclusion des personnes trans de certains espaces publics ou d'activités comme les compétitions sportives. En France, un projet a été déposé par Les Républicains qui vise à restreindre la transition médicale des mineur·es trans, à leur imposer un suivi psychiatrique et à sanctionner les soignant·es qui accompagnent un processus de transition. Avec Du pain et des roses, Morgan Noam, Lexie et le collectif les Inverti-es, nous avons impulsé une tribune intitulée « Attaques contre les droits trans et reproductifs : n'attendons plus, faisons front ! » qui a été signée par plus de 1 900 personnalités, collectifs féministes, antiracistes, écolos, organisations politiques et syndicales. Cette tribune appelait à organiser une première réponse dans la rue le 5 mai 2024 qui a mobilisé environ 25 000 personnes dans 50 villes de France et de Belgique, en faisant une des plus importantes mobilisations pour les droits trans de ces dernières années.

Nous revendiquons une transition dépsychiatrisée, libre et gratuite, ouverte aux mineur·es. Nous luttons pour un changement d'état civil libre et gratuit sur simple demande en mairie et, à terme, la fin de la mention de sexe à l'état civil. Nous revendiquons également l'accès à la PMA pour toutes les personnes trans, l'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes, ou encore une éducation aux questions de genre, à la sexualité et aux relations affectives prise en charge par les travailleur·euses de l'éducation, de la santé, ainsi que par les associations queer et féministes. Ensemble avec le mouvement des femmes et LGBTI, nous lutterons tant qu'il le faudra pour arracher ces droits ! Notre corps nous appartient, c'est à nous de décider !

CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ! CONTRE LA CRIMINALISATION DES TRAVAILLEUSES DU SEXE ! POUR LE DROIT À L'AUTO-ORGANISATION !

Parmi les débats qui divisent profondément le mouvement féministe en France, celui sur la prostitution ou le travail sexuel est probablement l'un de ceux qui cristallisent le plus de tensions. Il faut partir de la définition selon laquelle, à l'échelle mondiale, ce phénomène recouvre des situations très différentes. Pour une partie des femmes prises dans l'économie du travail sexuel, un proxénète, un patron, ou le propriétaire d'une maison close vend leurs services à des clients et leur verse un salaire. Elles ne vendent pas leur corps mais des services sexuels pendant un temps déterminé, au bénéfice de leur patron. Pour celles qui sont vendues comme personnes, il s'agit d'une situation spécifique qui est celle de la traite. Mais la majorité des travailleuses du sexe vendent leurs services sans intermédiaire. Elles ne vendent pas leur force de travail à un patron, mais vendent directement une marchandise à leurs clients : un service sexuel. Leur situation se rapproche alors de celle de travailleuses « indépendantes » avec la particularité que ces travailleuses sont souvent très pauvres et exercent de manière clandestine, du fait de lois réprimant leur activité.

Les clients sont, dans tous les cas, très majoritairement masculins. S'ils n'exploitent pas ces femmes (ils n'extorquent pas de plus-value de leur travail), ils participent à leur oppression et à celle de toutes les femmes, objectifiées par la société capitaliste patriarcale. L'agentivité sexuelle des femmes et leurs désirs sont niés par la société de classes, qui a forgé une morale sexuelle subordonnée à la reproduction du capital. Les pratiques sexuelles légitimes se réalisent dans le cadre du mariage légal et monogame, visant à assurer la transmission de la propriété privée, tandis que les formes de sexualité qui s'en éloignent entraînent la condamnation morale des femmes. Le travail du sexe est un des foyers de construction de l'ordre du genre, qui assigne les femmes à la disponibilité sexuelle pour les hommes. Nous analysons le travail du sexe comme une forme extrême de la relation oppressive qui existe entre les femmes et les hommes : il s'agit de la marchandisation du fantasme masculin de faire ce que l'on veut avec le corps d'une femme.

Depuis les « *sex wars* » américaines des années 1970, le débat entre les féministes s'est polarisé entre les abolitionnistes et les « pro-sexe ». Les premières estiment que consentir à vendre des services sexuels serait impossible, et qu'il conviendrait de parler de « viols tarifés ». Cette perspective correspond à un projet politique prohibitionniste et répressif qui est fondé sur une forme de jugement moral. Les secondes pensent que le sexe marchandisé peut être une voie émancipatrice lorsqu'il est désiré. Les débats des dernières années se sont concentrés sur la régulation du travail du sexe par l'État, dans le cadre de projets de loi se présentant comme protecteurs vis-à-vis des travailleuses du sexe, dans une optique abolitionniste qui prétend les aider à sortir du travail du sexe.

Avec les camarades de Du pain et des roses, nous nous opposons farouchement à ces lois hypocrites, qui précarisent les premières concernées en pénalisant indirectement leur activité. Que les régulationnistes souhaitent abolir le travail du sexe ou simplement l'encadrer, dans les deux cas il s'agit de s'en remettre à l'État capitaliste, à l'origine du pillage impérialiste qui génère les phénomènes de traite ; ainsi que de renforcer son arsenal répressif. De plus, le projet de légaliser la prostitution contient une contradiction : en établissant un marché légal, il crée un marché noir permettant aux clients d'obtenir ce que le marché légal ne permet pas ; l'économie du travail sexuel reposant en grande partie sur l'anonymat. Autrement dit, la réglementation renforce l'exploitation sexuelle des femmes qui sont hors du cadre légal, engendrant des phénomènes de tourisme sexuel de masse comme en Thaïlande ; mais également au sein des pays impérialistes.

En France, les gouvernements successifs ont postulé qu'il faudrait « sauver » ces femmes, par des politiques en grande majorité répressives combinées à quelques mesures sociales très minimales, contraintes, et conditionnées, tout en maintenant la majorité dans l'exploitation. Nous exigeons l'abrogation de la loi de 2016 qui pénalise les clients, et expose



les travailleuses du sexe à davantage de violences, devant exercer de manière clandestine.

Nous nous opposons également à la fiction idéaliste et libérale qui postule que le travail du sexe permet de subvertir le patriarcat, en rémunérant des services habituellement rendus gratuitement, voire sans consentement dans le cadre de la conjugalité par exemple. Cela place centralement la lutte contre l'oppression sur un terrain purement individuel et performatif, et non collectif.

Reconnaître le fait qu'il faudra détruire toutes les formes d'exploitation et d'oppression pour en finir avec la prostitution en tant qu'institution sociale n'est pas une raison pour ne pas défendre les droits des personnes impliquées dans l'économie du travail du sexe, leur auto-organisation en dehors de l'ingérence des proxénètes et de l'État, qu'il soit régulationniste ou punitif. Nous accompagnons et encourageons la lutte pour exiger et arracher à l'État capitaliste et ses gouvernements la garantie d'un travail pour toutes celles qui souhaiteraient sortir du travail du sexe, avec un salaire pour couvrir les dépenses, pour vivre dignement, pour un accès à la santé, à l'éducation et au logement.

On pourrait dire que nous sommes abolitionnistes « en dernière instance », parce qu'il est illusoire de penser que ce sera le même État capitaliste qui défend et permet l'exploitation du travail salarié de millions de personnes, l'exploitation du travail domestique non rémunéré, l'oppression de personnes par rapport à leur sexualité, genre, nationalité ou couleur de peau, qui permettra de nous libérer du foyer d'oppression et de précarité que constitue le travail sexuel. Et encore moins s'il s'agit d'augmenter son pouvoir punitif qu'il utilisera pour réprimer l'ensemble des classes populaires.

POUR UN FÉMINISME ANTI-IMPÉRIALISTE, ANTIRACISTE ET INTERNATIONALISTE !

Le capitalisme s'appuie et se nourrit des divisions qu'il impose à la classe ouvrière : entre hommes et femmes, entre blanc·hes et racisé·es, etc. Le racisme comme idéologie est intrinsèquement lié à l'histoire du capitalisme, et cherche à justifier ses pires crimes que sont l'entreprise colonialiste, la réduction en esclavage et les génocides de millions d'êtres humains. S'ajoute à cela la politique xénophobe menée par les États qui composent l'Europe forteresse. L'oppression patriarcale est décuplée pour les femmes migrantes : les femmes sans-papiers, syriennes, maghrébines, africaines, asiatiques ou d'Europe de l'Est souffrent des conséquences des lois xénophobes, de la persécution policière et d'une exploitation plus importante, alors que l'extrême droite raciste et xénophobe progresse. En ce sens, notre lutte féministe est également profondément antiraciste.

Dans un pays comme la France, au-delà de la dénonciation systématique du racisme et de toutes ses manifestations, ce combat passe nécessairement par l'anti-impérialisme. L'État français a colonisé de nombreux pays, notamment en Afrique, où la domination impérialiste perdure jusqu'à aujourd'hui. Deuxième exportateur d'armes à échelle mondiale et impliqué dans de nombreux conflits guerriers et meurtriers, il joue un rôle de premier plan dans la ruine des pays les plus pauvres par la guerre et la misère. Du Moyen-Orient à l'Afrique centrale, la France est un acteur central de la déstabilisation politique, économique et sociale de nombreuses régions du globe. La politique de la France vis-à-vis de ses colonies ou encore de la Palestine, montre le visage profondément impérialiste de l'État français : répression brutale à Mayotte ou en Kanaky, soutien militaire d'Israël, criminalisation et répression du mouvement de soutien à la Palestine... Avec Du pain et des roses, nous avons lutté pour qu'existe une voix féministe et LGBTI en solidarité avec la cause palestinienne, et contre l'instrumentalisation des luttes LGBTI et féministes à des fins impérialistes, racistes et génocidaires. Nous défendons l'autodétermination des peuples, que ce soit pour la Kanaky, la Palestine, Mayotte ou la Guadeloupe. Dans le cadre du génocide en cours en Palestine, nous exigeons l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, et défendons la perspective d'une Palestine ouvrière et socialiste, où Arabes et Juifs puissent vivre ensemble en paix, dans le cadre d'une fédération de républiques socialistes du Moyen-Orient.

Le caractère impérialiste de la France se reflète dans sa politique particulièrement brutale envers les étrangers ou les personnes musulmanes ou assimilées comme telles, souvent issus de ses anciennes colonies. Dans le même temps, les migrant·es qui fuient des conditions de vie misérables sont traqué·es aux frontières de l'Europe et de la France puis enfermé·es dans des centres de rétention. La Méditerranée s'est transformée en un véritable cimetière, avec plus de 8000 morts pour la seule année 2023 selon l'OIM (organisation internationale pour les migrations), conséquence directe des politiques migratoires du gouvernement français et de ses alliés européens. Dans le contexte d'une polarisation croissante de l'échiquier politique et de la montée de l'extrême droite, les lois xénophobes et la persécution policière viennent alimenter le racisme structurel subi par les migrant·es et les personnes racisées. Nous exigeons le retrait de la loi immigration et de toutes les lois anti-migrants !

Du côté de l'islamophobie, la question du voile occupe une place importante dans les débats en France. L'interdiction partielle ou totale du port du voile – ou du burkini – est justifiée par un discours qui promeut l'idée fausse d'une « supériorité de la culture occidentale ». Elle vient légitimer la discrimination quotidienne des femmes voilées, supposées passives et soumises, qui attendraient d'être « sauvées » de leurs pères, frères et maris. Loin de cette conception – pourtant défendue par certains courants qui se revendiquent du féminisme ou du marxisme –, nous défendons le droit des femmes à se vêtir comme elles le souhaitent, à disposer de leurs corps, et nous combattons l'ensemble de ces lois liberticides et islamophobes, dont la loi de 2004 interdisant le port du voile dans les établissements scolaires. Si, pour nous, l'ensemble des religions participent à la reproduction de l'oppression patriarcale, ce constat ne saurait faire perdre de vue la priorité anti-impérialiste de lutter contre notre propre État et l'oppression islamophobe qu'il entretient.

Il s'agit de démasquer le double discours évident de l'État français, qui d'un côté ne se prive pas de piller les pays semi-coloniaux, au prix de viols, utilisés comme arme de guerre, et de massacres, tout en s'érigeant en émancipateur des femmes ou porteur de la « civilisation ». Nous combattons l'ensemble des normes patriarcales imposées aux femmes, que ce soit par les institutions religieuses ou étatiques. Mais la lutte pour le droit des femmes à disposer de leur corps, à choisir librement leur tenue, leur croyance (ou non), leur vie et leur sexualité doit se faire en toute indépendance de l'État impérialiste.

La lutte pour notre émancipation est incompatible avec l'interdiction et la répression étatique. C'est en ce sens que nous revendiquons ce slogan, né au cours de la vague féministe des années 1970 : « *Ne nous libérez pas, on s'en charge !* ». Contre toute logique individualiste ou de victimisation, nous affirmons que la seule issue progressiste face au racisme structurel et à la barbarie impérialiste est l'organisation des femmes – quelles que soient leur couleur de peau et leur origine – aux côtés de leurs frères de classe. Nous n'avons rien à attendre des États capitalistes. L'antiracisme et l'anti-impérialisme ne sont pas des suppléments d'âme, mais une perspective fondamentale de notre combat contre l'exploitation et les oppressions. Nous défendons le droit des femmes à décider.

Nous revendiquons le mot d'ordre « *guerre à la guerre* », l'ouverture des frontières et la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous ! Nous luttons au sein des organisations du mouvement ouvrier pour qu'elles prennent en charge la lutte contre le racisme, pour unir celles et ceux que les classes dominantes divisent, sans pour autant nier les différentes identités qui composent la classe ouvrière. Car aujourd'hui, loin d'une classe ouvrière blanche et masculine, le prolétariat a le visage des femmes, des femmes noires, arabes, asiatiques, latino-américaines, et aucune émancipation collective n'est envisageable sans une lutte systématique et acharnée contre toute forme de domination et d'oppression.

Faisons vivre et incarnons ce programme féministe, lutte des classes et communiste avec le collectif Du pain et des roses. Battons-nous pour notre émancipation, sur un pied d'égalité avec tou·tes les opprimé·es et exploité·es ! Seule la révolution socialiste, par l'expropriation de l'économie sous contrôle des travailleurs et le renversement de l'État capitaliste peut permettre de jeter les bases de l'émancipation des femmes, des LGBTI et de toute l'humanité, et qui permettra de nous libérer des chaînes qui nous oppriment. Nous ne demandons pas, nous *exigeons* notre droit au pain – mais aussi aux roses !

CONSTRUISONS LE COLLECTIF INTERNATIONAL DE FEMMES ET DES LGBTI



Conférence d'Andrea D'Atri, militante féministe argentine, le 22 février 2019 à Paris. Étaient notamment présentes les grévistes d'Onet et de l'hôtel Hyatt.

éditions Communard.e.s

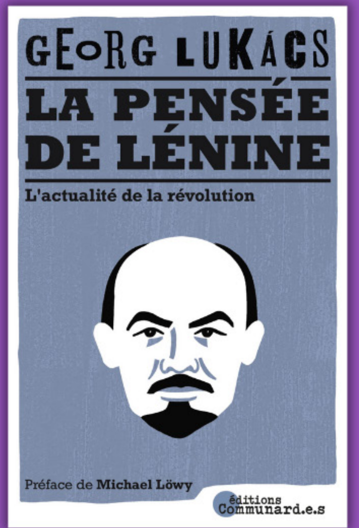
editionscommunardes.fr













L'ETAT
AVEC LA